



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

ARRÊTÉ

portant prescriptions complémentaires concernant les dispositions relatives au plan de fonctionnement des aérogénérateurs de l'installation exploitée par la société SARL PLESIDY ENERGIES sur la commune de PLESIDY

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, R. 181-45, R. 515-101 à R. 515-109, R. 512-69, L. 511-1.

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 autorisant l'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie éolienne sur la commune de PLESIDY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu le porter à connaissance en date du 24 mai 2024 sollicitant la possibilité d'expérimenter le dispositif « Probat » de la société Sens Of Life ;

Vu le rapport de février 2022 de Synergis Environnement intitulé « Suivi environnemental 2021, Rapport final, Parc éolien de Plésidy » ;

Vu le rapport du 14 avril 2023 de Synergis Environnement présentant le suivi environnemental du parc éolien de Plésidy sur l'année 2022 ;

Vu le rapport du 15 avril 2024 de Sens of Life intitulé « Suivi environnemental 2023 Parc éolien de Plésidy » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement spécialité Installations classées du 3 juin 2024 et le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires transmis le même jour à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la réponse du pétitionnaire par courrier du 17 juillet 2024 ;

Place du général de Gaulle
BP 2370 – 22023 SAINT-BRIEUC
www.cotes-darmor.gouv.fr

Prefet22 Prefet22

Considérant que le parc éolien de Plésidy relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le parc éolien de Plésidy a été mis en service le 19 juin 2020 ;

Considérant que les prospections effectuées au pied des aérogénérateurs dans le cadre du suivi environnemental des années 2021 et 2022 du parc éolien de Plésidy réalisé par Synergis Environnement, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité, ont donné lieu à la découverte de 7 cadavres de chiroptères en 2021 et 3 en 2022 au pied des éoliennes ;

Considérant que les prospections effectuées au pied des aérogénérateurs dans le cadre du suivi environnemental de l'année 2023 du parc éolien de Plésidy réalisé par Sens of Life, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité, ont donné lieu à la découverte de 2 cadavres de chiroptères au pied des éoliennes ;

Considérant que l'article L. 411-1 du Code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

Considérant que toutes les espèces de chiroptères inféodées au territoire métropolitain sont protégées en France au titre de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement et par arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Considérant que l'impact du parc sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures destinées à prévenir leur mortalité et à favoriser leur déplacement en dehors du parc éolien ;

Considérant que l'absence d'entretien des plateformes au pied des éoliennes favorise par la prolifération d'insectes l'attrait des chiroptères en recherche de nourriture ;

Considérant que la mise en place d'un dispositif d'asservissement de fonctionnement des éoliennes est de nature à limiter les impacts sur les chiroptères ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 pour permettre la mise en place d'un système de bridage dynamique ;

Considérant qu'il convient de procéder à un nouveau suivi environnemental pour vérifier l'efficacité de ces mesures de réduction ;

Considérant qu'il convient de mettre en place des procédures écrites de contrôle (modalités et fréquence) permettant de vérifier le bon fonctionnement des mesures de réduction mises en œuvre et de connaître la procédure à appliquer en cas de défaillance du système de protection ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article R. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement et de s'en assurer ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites) ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Domaine d'application

La société SARL PLESIDY ENERGIES, siège social 50 ter, rue de Malte - 75011 PARIS, autorisée à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de PLESIDY, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Modalités de mise en œuvre du système de régulation dynamique

Les dispositions de l'article n° II-3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant peut recourir à un système de régulation combinant une approche prédictive et la détermination de l'activité réelle des chiroptères. L'objectif de ce dispositif consiste à arrêter les aérogénérateurs E2, E4 et E5 du parc éolien de Plésidy lors des plages d'activité effective des chiroptères.

- Modalités de fonctionnement du système :

Les modalités de mise place et de fonctionnement du bridage dynamique sont les suivantes :

- Les éoliennes E2 et E4 présentant des habitats différents seront équipées d'un enregistreur autonome de l'activité des chiroptères par microphone ultrasonore pouvant contenir jusqu'à un an de donnée. Il sera positionné à hauteur de nacelle et dirigée vers le bas pour enregistrer l'activité des chiroptères. Ces enregistrements en temps réel permettra de réguler le fonctionnement des éoliennes E2, E4 et E5 ;
- le système de bridage dynamique est en fonctionnement pour les éoliennes E2, E4 et E5 du 1^{er} avril au 31 octobre inclus une heure avant le coucher du soleil à une heure après le lever du soleil ;
- Le système de régulation dynamique d'éoliennes pour la préservation des chiroptères est paramétré afin de garantir un arrêt machine pour l'ensemble des espèces de chiroptères. Il doit garantir une protection efficace sur toute la période de bridage ;
- Suivi environnemental renforcé sur la période allant du 1^{er} mars au 31 octobre 2025, à réaliser par un bureau d'étude indépendant du fournisseur du système de régulation dynamique (idéalement celui ayant réalisé le suivi antérieur pour assurer une inter-comparaison possible entre les résultats) ;
- La transmission du bilan annuel de fonctionnement du système de régulation dynamique à l'inspection des installations classées doit être effectuée au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'année concernée.

- Contrôle du système :

L'exploitant rédigera et mettre en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de régulation dynamique de protection des chiroptères.

Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles.

Cette maintenance sera consignée dans le registre maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Système de sécurité :

Le système de régulation dynamique de protection des chiroptères doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et le dispositif visant à la protection des chiroptères doit basculer sur un mode de bridage conditionnel préprogrammé dans les plus brefs délais, sans excéder 1 heure. Si cette bascule n'est pas possible dans le délai imparti, les machines concernées seront manuellement arrêtées durant la période de bridage préprogrammées durant toute la durée de mis en fonctionnement.

- Modalités du bridage préprogrammé :

Les préconisations de bridage définies par le rapport de suivi environnemental de 2022 à mettre en œuvre en cas de défaillance du système dynamique de protection des chiroptères sont rappelées ci-dessous :

- Éoliennes E2, E4 et E5 ;
- Du 1^{er} mai au 31 octobre inclus ;
- Trente minutes avant le coucher du soleil jusqu'à trente minute après le lever du soleil ;
- Vent inférieur ou égal à 6 m/s ;
- Température supérieure ou égale à 12 °C ;
- Absence de pluie significative.

Article 3 – Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté sera adressée à la mairie de PLESIDY et pourra y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de PLESIDY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et sera envoyé au Préfet ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultés en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 – Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la société SARL PLESIDY ENERGIES et transmise au maire de PLESIDY.

Saint-Brieuc, le **- 5 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général



David COCHU